



COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Trente-neuvième session
Rome (Italie), 15-20 octobre 2012
Point V.a
S'ENTENDRE SUR LA TERMINOLOGIE Sécurité alimentaire Sécurité nutritionnelle Sécurité alimentaire et nutrition Sécurité alimentaire et nutritionnelle

Table des matières

	Paragraphes
I. INTRODUCTION.....	1 – 2
II. IMPORTANCE DE CE TRAVAIL TERMINOLOGIQUE.....	3 – 5
III. ÉVOLUTION DES CONCEPTS FONDAMENTAUX.....	6 – 16
IV. UTILISATION ACTUELLE DE LA TERMINOLOGIE	17 – 29
V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	30 – 33
ANNEXE I: TERMES CLÉS	
ANNEXE II: LISTE CHRONOLOGIQUE DES TRAVAUX PRÉCURSEURS	

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

Projet de décision soumis au Comité

Après un examen approfondi du sens et des différents emplois des termes étudiés dans le présent document, le Comité:

- i) prend acte du long historique et de l'évolution du sens et de l'emploi des termes « sécurité alimentaire » et « sécurité nutritionnelle »;
- ii) convient que le terme « sécurité alimentaire et nutritionnelle » est celui qui traduit le mieux les liens conceptuels qui existent entre la sécurité alimentaire et la sécurité nutritionnelle, tout en intégrant ces deux concepts dans un même objectif de développement, afin de contribuer à orienter efficacement l'action des pouvoirs publics et l'action programmatique;
- iii) reconnaît qu'il n'existe pas de consensus entre les États Membres quant à l'utilisation du terme combiné « sécurité alimentaire et nutritionnelle »; nombreux sont ceux qui prônent résolument l'utilisation du terme combiné, alors que d'autres le remettent en question pour les raisons suivantes: a) les implications politiques nationales n'ont pas été débattues comme il convient, b) les éventuelles implications pour le mandat du CSA n'ont pas encore été suffisamment examinées, et c) pour raisons linguistiques;
- iv) recommande que le Bureau, en consultation avec le groupe consultatif et le secrétariat conjoint décide de la portée et de l'échelonnement des travaux à poursuivre pour traiter les questions visées au point iii) ci-dessus, et qu'en fonction des priorités établies et des ressources disponibles, les résultats de ces travaux soient présentés à la session plénière du CSA.

I. INTRODUCTION

1. En 2011, à sa trente-septième session, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a demandé au Bureau « de prendre les mesures nécessaires, en concertation avec le Groupe consultatif et le Secrétariat commun, ainsi qu'avec les organisations internationales concernées, notamment l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), pour proposer des formules afin d'expliquer clairement le sens et les éventuels différents usages des expressions "sécurité alimentaire", "sécurité alimentaire et nutrition", "sécurité alimentaire et nutritionnelle" et "sécurité nutritionnelle" au CSA en vue de normaliser la terminologie officielle que le Comité devrait utiliser [...] » (CFS/37, 2011). Le présent document répond à cette demande. Il donne un bref aperçu de la façon dont la compréhension des concepts fondamentaux a évolué au fil du temps, puis fait le point sur l'emploi actuel des différents termes étudiés. Enfin, il analyse et propose différentes options que le Comité pourra considérer en vue de normaliser sa terminologie officielle.

2. Au fil des ans, nombre de formulations et de cadres conceptuels ont été avancés pour définir la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que les relations entre ces deux notions. Certains des termes clés employés dans le présent document sont définis à l'annexe I, et une liste annotée des travaux les plus précurseurs sur le sujet étudié est fournie à l'annexe II. On s'est efforcé de dégager de ce corpus de documents le sens cardinal de certains termes clés et de proposer une façon de les considérer qui permette au discours public d'évoluer de manière cohérente et constructive.

Messages clés:

- i) Nous travaillons tous à éradiquer l'insécurité alimentaire, la faim et la malnutrition, en accord avec le droit à une nourriture suffisante et le droit d'être à l'abri de la faim. Cette entreprise pluridisciplinaire ne peut aboutir que si les spécialistes et les décideurs dans les différents domaines et secteurs concernés parlent le même langage.
- ii) Les termes examinés ici ont évolué sur plusieurs décennies, en fonction des perspectives adoptées par les principales communautés de pratique professionnelles, et en particulier les spécialistes de la nutrition et de la santé publique et les groupes professionnels travaillant sur les questions socioéconomiques et sur l'alimentation et l'agriculture.
- iii) Les quatre dimensions de la sécurité alimentaire – disponibilité, accès, utilisation et stabilité – et les trois principaux déterminants de la sécurité nutritionnelle – accès à la nourriture, pratiques de soins et d'alimentation, et santé et assainissement – font l'objet d'une large adhésion.
- iv) Les termes peuvent avoir des acceptions différentes selon qu'ils s'appliquent au niveau mondial ou national, ou à celui du ménage ou de l'individu.
- v) Dans les cas où la traduction de ces termes pose problème, il convient d'user de prudence et de s'assurer du respect de la formulation convenue; on note également que certains pays pourront choisir de ne pas utiliser le terme combiné dans leur langue, compte tenu de leur contexte national.
- vi) Même si les définitions pluridisciplinaires des termes « sécurité alimentaire » et « sécurité nutritionnelle » se recoupent sur de nombreux points, certaines communautés de pratique se sentent plus à l'aise avec l'une ou l'autre de ces expressions. Un accord sur un terme unique, accepté par toutes les parties, et approuvé et recommandé par le CSA, facilitera considérablement la communication, la prise de décisions et les actions visant à éradiquer l'insécurité alimentaire, la faim et la malnutrition dans l'avenir.

II. IMPORTANCE DE CE TRAVAIL TERMINOLOGIQUE

3. D'un point de vue technique, le lien entre alimentation et nutrition est facile à comprendre. Pourtant, il n'a pas été si simple de parvenir à un accord sur une définition techniquement et politiquement acceptable de la sécurité alimentaire et de ses liens avec la nutrition et la sécurité nutritionnelle. Actuellement, les termes « sécurité alimentaire », « sécurité alimentaire et nutrition » et « sécurité alimentaire et nutritionnelle » sont tous utilisés. Parfois, ils le sont de manière délibérée, pour faire la distinction entre sécurité alimentaire et nutrition ou sécurité nutritionnelle, mais ils peuvent aussi être employés tantôt indifféremment, tantôt pour faire ressortir les liens réciproques entre alimentation et nutrition. Souvent, la façon dont ils sont utilisés est liée à des communautés de pratique ou des groupes professionnels qui inclinent à mettre en avant certains aspects de concepts fondamentalement pluridisciplinaires. Les termes peuvent aussi avoir des acceptions différentes selon qu'ils s'appliquent au niveau mondial, national, à celui du ménage ou à celui de l'individu.

4. En outre, certains termes peuvent prendre une autre signification une fois traduits de l'anglais vers une autre langue. Les concepts de sécurité alimentaire et de nutrition (ou de sécurité nutritionnelle), en particulier, peuvent être très bien compris quand ils sont employés séparément, mais lorsqu'ils sont combinés pour former l'expression « sécurité alimentaire et nutrition » ou « sécurité alimentaire et nutritionnelle », le passage à certaines langues clés peut s'avérer difficile. Dans ce cas, il convient d'user de prudence et de s'assurer que le respect de la formulation convenue n'est pas incompatible avec l'usage de ces termes dans les contextes nationaux.

5. Ce manque de cohérence dans l'emploi de ces termes par les différentes disciplines et dans les différentes langues a souvent nui à l'efficacité des discussions qui visaient à définir les meilleurs moyens d'instaurer la sécurité alimentaire et d'améliorer la nutrition – deux thèmes qui sont au cœur des objectifs globaux du CSA. Les décideurs peuvent ainsi se heurter à des difficultés engendrées par

la confusion qui entoure l'utilisation de la terminologie. Alors que le CSA œuvre pour apparaître comme « la plateforme intergouvernementale et internationale la plus universelle sur les questions liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition », il est donc d'une importance capitale qu'il ait une compréhension et une appréciation communes et parfaites des termes clés et de leurs implications pour ses travaux et ceux de ses États membres et mandants.

III. ÉVOLUTION DES CONCEPTS FONDAMENTAUX

6. Les concepts fondamentaux qui sous-tendent les termes « sécurité alimentaire » et « sécurité nutritionnelle » dans leurs acceptions actuelles ont été énoncés au début des années 40, pendant la Seconde Guerre mondiale. En 1943, 44 gouvernements résolument tournés vers l'avenir se sont réunis à Hot Springs, en Virginie (États-Unis), pour examiner l'objectif de mettre l'humanité à l'abri du besoin, vu sous l'angle de l'alimentation et de l'agriculture. Ils sont arrivés à la conclusion que pour « vivre à l'abri du besoin », chaque homme, chaque femme et chaque enfant devait disposer de provisions alimentaires sûres, suffisantes et appropriées, « sûres » renvoyant à l'accessibilité des produits alimentaires, « suffisantes », à la quantité de nourriture disponible et « appropriées », à la teneur en nutriments des aliments.

7. Cependant, parce que les populations de nombreuses régions d'Europe ravagées par la guerre souffraient gravement de la faim, voire parfois de famine, les participants à la Conférence de Hot Springs se sont fixé comme première priorité de mettre l'humanité « à l'abri de la faim ». Ils estimaient qu'au lendemain de la guerre, la demande la plus urgente concernerait les céréales et autres aliments permettant d'assurer les niveaux minimaux d'énergie alimentaire, mais qu'une fois la production d'aliments de base restaurée, il faudrait augmenter celle des aliments plus riches en protéines et contenant d'autres nutriments nécessaires à une bonne santé. Dans le même temps, ils soulignaient que la pauvreté était la première cause de la faim et du besoin, et considéraient qu'à plus long terme, la croissance économique mondiale et la création d'emplois seraient nécessaires pour réduire la pauvreté et offrir une nutrition adéquate à tous.

8. Les politiques alimentaires et agricoles des années 50 et 60 sont pourtant restées en grande partie axées sur l'augmentation de la productivité, de la production et de la commercialisation des aliments de base, principalement le blé et le riz, et l'objectif à plus long terme de mettre l'humanité à l'abri du besoin en réduisant la pauvreté a disparu des écrans radar. Durant cette période, les principaux pays exportateurs de blé présentaient des excédents considérables qu'ils écoulaient *via* des programmes d'aide alimentaire en produits de base, dont l'objectif était d'éradiquer la faim dans le monde.

9. En 1966, les Nations Unies ont adopté le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, qui consacrait le droit à une nourriture suffisante et le droit d'être à l'abri de la faim et soulignait l'obligation pour les États parties de prendre les mesures qui s'imposaient « [pour] améliorer les méthodes de production, de conservation et de distribution des denrées alimentaires par la pleine utilisation des connaissances techniques et scientifiques, par la diffusion de principes d'éducation nutritionnelle... » et « ... [pour] assurer une répartition équitable des ressources alimentaires mondiales par rapport aux besoins » (Article 11). Ce pacte a jeté les bases du concept général de sécurité alimentaire, tout en reconnaissant l'importance de la nutrition.

10. Au début des années 70, une succession de mauvaises récoltes dans le monde a provoqué un abaissement des stocks mondiaux de céréales, des pénuries sur les marchés, une hausse des prix des denrées alimentaires dans de nombreux pays et une chute importante de la quantité de céréales et d'autres féculents disponible par habitant. Une Conférence mondiale de l'alimentation a été organisée à Rome en 1974 pour faire face à la crise. C'est à cette occasion que la notion d'approvisionnement alimentaire est apparue dans la définition de la sécurité alimentaire:

« Capacité de tout temps d'approvisionner le monde en produits de base, pour soutenir une croissance de la consommation alimentaire, tout en maîtrisant les fluctuations et les prix. »

11. La création du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations Unies/de la FAO et du Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination (SCN/CAC) fait suite aux recommandations de la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974. À cette époque, le CSA s'attachait à augmenter la production mondiale de céréales et à stabiliser les marchés céréaliers mondiaux, partant de l'hypothèse que ces actions suffiraient à garantir une nourriture suffisante pour tous. Par ailleurs, le SCN/CAC était chargé de veiller à ce que les activités et les programmes nutritionnels du système des Nations Unies s'emploient prioritairement à assurer à tous, en tout lieu, un accès à un régime alimentaire équilibré, apportant les nutriments essentiels à une vie saine et active.

12. La prépondérance de la consommation, liée à la demande et aux questions d'accès des personnes vulnérables aux denrées alimentaires, était bien mise en évidence dans l'étude novatrice d'Amartya Sen (1981), qui élargissait le concept de sécurité alimentaire en s'attachant aux droits des individus et des ménages. Cette étude a abouti à la reconnaissance du fait qu'un approvisionnement alimentaire suffisant ne permettait pas à lui seul de garantir la sécurité alimentaire, et qu'il fallait aussi que les populations pauvres et vulnérables disposent d'un accès physique et économique à ces denrées. En 1983, au plus fort de la deuxième crise alimentaire mondiale, consécutive à la série de mauvaises récoltes cérésières du début des années 80, le concept de sécurité alimentaire a été révisé et élargi par la FAO, avec l'approbation du CSA. Trois objectifs principaux lui ont été associés: disponibilité alimentaire suffisante, stabilité des approvisionnements alimentaires et des marchés, et sécurité de l'accès aux denrées.

13. En 1986, la Banque mondiale a publié un rapport intitulé *Poverty and Hunger* (La pauvreté et la faim), qui s'intéressait à la dynamique temporelle de l'insécurité alimentaire. Le rapport attribuait aussi bien la faim chronique que l'insécurité alimentaire transitoire à la pauvreté et à l'insuffisance des revenus. Le meilleur moyen d'aider les ménages vulnérables était donc de s'attaquer à l'ensemble des facteurs sous-jacents qui maintenaient ces ménages dans le piège de la pauvreté.

14. La planification multisectorielle de la nutrition a fait son apparition au début des années 70. Présentée comme une nouvelle approche audacieuse de la lutte contre la malnutrition, elle insistait sur le fait que la privation nutritionnelle constituait un problème d'action publique, à relier à la planification économique au niveau national, et que la planification d'une amélioration de la nutrition était une composante centrale de la planification générale du développement. Il s'agissait là d'une réaction à la stratégie de planification de l'approvisionnement alimentaire, qui était fondée sur l'hypothèse que si l'on parvenait à imprimer à la production vivrière un rythme de croissance supérieur à celui de la population, le problème de la nutrition serait résolu. En 1975, le rapport de la FAO intitulé *Food and Nutrition Planning* (Planification de l'alimentation et de la nutrition) a décrit en détail les approches d'une planification du développement fondée sur la nutrition. Ce rapport soutenait que la malnutrition n'était pas un simple problème de disponibilité des aliments, mais dépendait de la pauvreté et du dénuement. En conséquence, même s'il pouvait être nécessaire d'augmenter les approvisionnements alimentaires, l'axe principal de la planification de l'alimentation et de la nutrition devait être la réduction des causes des privations aboutissant à la malnutrition. La planification de la nutrition devenait une composante centrale de la planification générale du développement, parce que l'un des objectifs principaux de la planification devait nécessairement être de réduire durablement la malnutrition.

15. La faim et la malnutrition, notamment la sous-alimentation et la carence en oligo-éléments, sont apparues sous un nouveau jour dans les années 80 lorsqu'on s'est intéressé à la fois à l'adéquation de la disponibilité alimentaire et à l'accès à la nourriture. En 1990, l'UNICEF a présenté un *cadre conceptuel des causes de malnutrition*, qui établissait une distinction claire entre les facteurs liés à l'alimentation et les autres facteurs (pratiques de soins et santé) considérés comme essentiels pour la nutrition de l'enfant. Cette approche a été encore approfondie lors de la Conférence internationale sur la nutrition (CIN) de 1992. Les participants à cette toute première réunion intergouvernementale sur la nutrition ont élaboré et adopté la Déclaration mondiale sur la nutrition et le Plan d'action pour la nutrition.

16. La communauté œuvrant pour la nutrition et la santé a longtemps plaidé en faveur d'une meilleure compréhension des facteurs clés d'une bonne nutrition et de leur intégration dans la feuille de route des objectifs de développement. Cet engagement a conduit à de nouvelles initiatives visant à intégrer plus efficacement les questions de nutrition, comme le Mouvement du renforcement de la nutrition (SUN), créé en 2010 par un ensemble de parties prenantes préoccupées par l'absence de progrès accomplis dans la lutte contre la faim et la sous-alimentation et dans l'instauration de la sécurité alimentaire pour tous.

IV. UTILISATION ACTUELLE DE LA TERMINOLOGIE

Sécurité alimentaire

17. Les participants au Sommet mondial de l'alimentation de 1996 ont adopté la définition suivante: « *La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active* ». Cette définition a été formulée à partir des quatre dimensions de la sécurité alimentaire: disponibilité, accès, stabilité et utilisation. Elle renferme les aspects liés à l'alimentation et aux pratiques de soins qui forment la base d'une bonne nutrition.

18. Les participants du Sommet mondial de l'alimentation ayant recommandé que l'on établisse à l'échelon national des systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV), un groupe de travail interinstitutions a cherché à interpréter la définition de la sécurité alimentaire en s'intéressant à sa pertinence d'un point de vue nutritionnel. Ce travail a abouti à l'élaboration du document intitulé *Directives relatives aux systèmes nationaux d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV): généralités et principes*, dans lequel les quatre dimensions de la sécurité alimentaire ont été confirmées et approuvées par le CSA, en 1998.

19. La définition de la sécurité alimentaire formulée lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 est encore largement utilisée et citée aujourd'hui; la seule modification que l'on y apporte est l'ajout de l'adjectif *social* à l'expression *accès physique, social et économique*. Cette définition a été officiellement reprise dans la *Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire*, en 2009. Le document relatif à la réforme du CSA adopté par la Conférence de la FAO au même moment y a ajouté la référence explicite suivante à la prise en compte intégrale de la nutrition dans l'interprétation de la définition officielle de la sécurité alimentaire: « *Les quatre piliers de la sécurité alimentaire sont la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. La dimension nutritionnelle fait partie intégrante du concept de sécurité alimentaire et des travaux du CSA.* » [CFS: 2009/2 Rev. 2].

Sécurité nutritionnelle

20. Tandis que le terme « sécurité alimentaire » poursuivait son évolution, le terme « sécurité nutritionnelle » a commencé à être utilisé au milieu des années 90. La sécurité nutritionnelle se rapporte à la consommation alimentaire du ménage ou de l'individu et à la manière dont les aliments sont utilisés par le corps. S'appuyant sur le cadre conceptuel de l'UNICEF, l'IFPRI a proposé la définition suivante en 1995: « *La sécurité nutritionnelle peut être définie comme un état nutritionnel adéquat, en termes de protéines, d'énergie, de vitamines et de minéraux, de l'ensemble des membres du ménage, et ce à tout moment* ».

21. Au vu de la persistance de la faim, de la pauvreté et de la malnutrition, les efforts entrepris pour faire mieux comprendre la notion de « sécurité nutritionnelle » se sont poursuivis. La sécurité nutritionnelle est un état obtenu au niveau de l'individu. Elle conjugue un accès à une alimentation adéquate, qui satisfait pleinement les besoins nutritionnels de la personne, et des facteurs non alimentaires, qui permettent la métabolisation des aliments consommés et l'assimilation des nutriments pour assurer la croissance et l'entretien du corps ainsi que les fonctions vitales essentielles.

En 2006, la Banque mondiale a publié un ouvrage intitulé *Redonner à la nutrition une place centrale dans le développement*. Une définition plus précise de la sécurité nutritionnelle y est donnée: « *La sécurité nutritionnelle existe lorsque la sécurité alimentaire est associée à un environnement sanitaire satisfaisant, à des services de santé adéquats et à des pratiques de soins et d'alimentation appropriées permettant à toutes les personnes faisant partie d'un ménage de mener une vie saine* ». Cette même définition de la sécurité nutritionnelle est également utilisée par l'OMS dans son examen mondial des politiques nutritionnelles (à paraître).

22. Le document intitulé *Une feuille de route pour le renforcement de la nutrition* (SUN), édition de 2010, développe la définition comme suit: « *[La sécurité nutritionnelle] est établie lorsque l'accès stable à une alimentation nutritive appropriée est couplé à un environnement sanitaire, des services de santé et de soins adéquats propres à assurer une vie saine et active à tous les membres des ménages* ».

23. Afin d'attirer l'attention sur le fait que la sécurité nutritionnelle ne peut être assurée que lorsque les individus consomment réellement les aliments dont ils ont besoin, et non simplement lorsqu'ils ont accès à ces aliments (comme cela est énoncé dans la définition actuellement acceptée de la sécurité alimentaire), la FAO a élaboré le projet de formulation suivant: « *La sécurité nutritionnelle existe lorsque tous les êtres humains, à tout moment, peuvent consommer en quantité suffisante une nourriture de qualité appropriée en termes de variété, de diversité, de teneur en nutriments et de sécurité sanitaire pour satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires et ainsi mener une vie saine et active, tout en bénéficiant d'un environnement sanitaire et de services de santé, d'éducation et de soins adéquats.* » (FAO/Division de la nutrition et de la protection des consommateurs, mars 2012).

Sécurité alimentaire et nutrition

24. Quoique la définition large de la « sécurité alimentaire » renferme les facteurs clés d'une bonne nutrition, le terme « sécurité alimentaire et nutrition » a fait son apparition afin de combiner les deux concepts décrits précédemment. Ce terme est celui qui est le plus couramment employé par les communautés de spécialistes travaillant sur les questions socioéconomiques et sur l'alimentation et l'agriculture; ces communautés marquent ainsi la place particulière qu'occupent traditionnellement la disponibilité alimentaire, l'accès à la nourriture et la stabilité parmi les dimensions de la sécurité alimentaire. En outre, le terme « sécurité alimentaire et nutrition » souligne l'importance des questions clé en matière de nutrition, telles que les pratiques de soins et d'alimentation, la santé publique et les problèmes d'assainissement. Les spécialistes l'emploient également lorsqu'ils veulent indiquer clairement que la sécurité alimentaire est une condition préalable à une nutrition adéquate et que des actions séparées, mais complémentaires, sont nécessaires pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition. En d'autres termes, les actions visant à instaurer la sécurité alimentaire doivent faire en sorte que les systèmes alimentaires offrent à tous les ménages un accès stable à une nourriture suffisante, appropriée et saine, alors que celles axées sur la nutrition doivent veiller à ce que les ménages et les individus possèdent les connaissances et jouissent des conditions sanitaires et environnementales nécessaires pour que les aliments consommés leur apportent les bienfaits nutritionnels qu'il leur faut.

25. L'expression « sécurité alimentaire et nutrition » est utilisée dans l'ensemble du document relatif à la réforme du CSA. Depuis 2009, elle constitue le terme standard employé dans les documents du CSA, et la FAO l'a également retenue dans l'un de ses objectifs stratégiques: « Amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition ». Le Groupe d'experts de haut niveau du Comité fournit des conseils sur « la sécurité alimentaire et la nutrition » et le Comité lui-même est chargé d'élaborer un « Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition ». L'adoption de ce terme par le CSA en 2009 faisait écho à l'utilisation de la dénomination « Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition », également apparue à ce moment-là, et son emploi est devenu courant dans de nombreux organismes du système des Nations Unies. Dans le même esprit, le Représentant spécial du Secrétaire général porte le titre de « Représentant spécial sur la sécurité alimentaire et la nutrition ».

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

26. Le terme « sécurité alimentaire et nutritionnelle » est une autre manière de combiner les notions de sécurité alimentaire et de sécurité nutritionnelle. Son utilisation s'est répandue ces dernières années et les communautés spécialisées dans la santé publique et la nutrition, en particulier, l'ont préconisé afin de souligner la nécessité d'intégrer plus étroitement la nutrition dans les politiques et programmes de sécurité alimentaire. Il est privilégié par ceux qui souhaitent mettre en avant l'ensemble des liens existant entre la sécurité alimentaire et la sécurité nutritionnelle, non seulement sur le plan linguistique, mais aussi sur le plan conceptuel, en particulier au niveau des ménages et des individus. Le fait d'adjoindre le qualificatif « nutritionnelle » au terme « sécurité alimentaire » souligne que le relèvement des niveaux de nutrition est l'objectif ultime.

27. L'IFPRI utilise l'expression « sécurité alimentaire et nutritionnelle » depuis le milieu des années 90, et l'UNICEF et la FAO en ont tous deux formulé des définitions: « *La sécurité alimentaire et nutritionnelle est établie lorsqu'une nourriture adéquate (quantité, qualité, sécurité sanitaire, acceptabilité socioculturelle) est disponible et accessible à tous les êtres humains, et qu'elle est utilisée de manière satisfaisante par ceux-ci, à tout moment, pour mener une vie saine et active.* » [UNICEF, 2008] et « *La sécurité alimentaire et nutritionnelle existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture en quantité suffisante et de qualité appropriée en termes de variété, de diversité, de teneur en nutriments et de sécurité sanitaire pour satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires et peuvent ainsi mener une vie saine et active, tout en bénéficiant d'un environnement sanitaire et de services de santé, d'éducation et de soins adéquats.* » [FAO/Division de la nutrition et de la protection des consommateurs (AGN), novembre 2011].

28. Le Cadre global d'action actualisé publié par l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire en septembre 2010 utilise également l'expression « sécurité alimentaire et nutritionnelle ». Le document s'ouvre sur le texte ci-après, qui associe la définition du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 à l'expression « sécurité alimentaire et nutritionnelle »: « ... *Sécurité alimentaire et nutritionnelle: La sécurité alimentaire est assurée lorsque tous ont à tout moment un accès matériel, social et économique à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui répond à leurs besoins alimentaires et à leurs préférences et qui leur permet de mener une vie saine et active. Il y a insécurité alimentaire, en revanche, lorsque tous n'ont pas accès, pour des raisons matérielles, sociales et économiques, à l'alimentation. La sécurité alimentaire englobe par conséquent disponibilité, accès, utilisation et stabilité et – étant axée sur les attributs de l'individu – englobe également l'énergie physique et les besoins en protéines et en nutriments qu'exigent la vie de tous les jours, l'activité, la grossesse et l'épanouissement des capacités à long terme.* ».

29. Le sixième rapport sur la situation de la nutrition mondiale (*6th Report on the World Nutrition Situation*, 2010) publié par le SCN avec l'aval de la FAO, du PAM, de l'OMS et de l'UNICEF, contient un chapitre traitant de la « sécurité alimentaire et nutritionnelle durable » qui emploie systématiquement le terme « sécurité alimentaire et nutritionnelle » pour marquer l'importance attachée à l'instauration de la sécurité nutritionnelle. Le PAM utilise l'expression « sécurité alimentaire et nutritionnelle » d'un bout à l'autre de sa Politique en matière de nutrition (2012) et de son Plan stratégique (2008-2013), et la Conférence internationale sur la nutrition vingt-et-un ans après (CIN+21), qui est organisée par la FAO et l'OMS et qui se tiendra en 2013, fera de même.

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

30. Nous avons examiné dans les sections précédentes l'évolution du sens et de l'emploi des termes « sécurité alimentaire » et « sécurité nutritionnelle », ainsi que les combinaisons de ces deux concepts dans des expressions telles que « sécurité alimentaire et nutrition » et « sécurité alimentaire et nutritionnelle ». L'expression « sécurité alimentaire et nutrition » a été davantage utilisée lorsqu'il s'agissait d'établir une distinction entre les actions à mener aux niveaux mondial, national et local et celles à mener au niveau des ménages et des individus. L'expression « sécurité alimentaire et nutritionnelle », quant à elle, a été employée en particulier à l'échelon des ménages et des individus et lorsque le but était d'attirer l'attention sur les actions nécessaires pour intégrer les considérations nutritionnelles à tous les stades de la chaîne alimentaire.

31. Le terme adopté actuellement par le CSA (« sécurité alimentaire et nutrition ») fait ressortir l'importance de deux concepts complémentaires, mais qui se recoupent, à savoir la sécurité alimentaire *et* la nutrition. Le terme « sécurité alimentaire » trouve son origine dans l'idée d'être « à l'abri de la faim »; il s'est transformé au fil du temps pour désigner un concept large qui englobe la disponibilité alimentaire, l'accès, la stabilité et l'utilisation des aliments. De la même façon, le concept de nutrition a évolué pour mettre en avant l'accès à une nourriture adéquate, les pratiques de soin et d'alimentation et les questions de santé et d'assainissement. Le terme « sécurité alimentaire et nutrition » a été généralement employé pour définir les actions qu'il convenait de mener, comme assurer des approvisionnements en aliments adéquats et sains et protéger la stabilité des prix des produits alimentaires. Ce concept comprend également le fait de veiller à ce que les individus consomment, au niveau des ménages, des quantités adéquates d'aliments variés et de bonne qualité, et à ce que leur état de santé leur permette d'assimiler les nutriments contenus dans ces aliments. Nombre d'actions pluridisciplinaires et de plans d'investissement ont été élaborés en vertu de ce terme, et les décideurs, à tous les niveaux, sont généralement conscients de l'importance qu'il y a à investir dans la réduction de l'insécurité alimentaire *et* de la malnutrition. Si le sens et l'emploi du terme combiné présentent une faiblesse, c'est celle d'associer des contenus qui se chevauchent, ce qui, sur le plan conceptuel et opérationnel, crée une confusion.

32. D'un autre côté, le terme « sécurité alimentaire et nutritionnelle » permet d'associer plus étroitement les deux concepts. Il fait ressortir que l'objectif général est d'instaurer à la fois la « sécurité alimentaire » et la « sécurité nutritionnelle », mais sous la forme d'un but unique et unitaire proposé pour les actions des pouvoirs publics et les actions programmatiques. D'aucuns soutiennent également que cette formulation incite les différentes communautés de pratique à mieux coordonner les travaux qu'elles entreprennent pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et de sécurité nutritionnelle. C'est dans ce contexte que l'emploi de ce terme s'est généralisé. Dans l'expression « sécurité alimentaire et nutritionnelle », les notions de production vivrière et de systèmes alimentaires et les aspects socioéconomiques qui sont à l'origine du concept de sécurité alimentaire sont appuyés par l'approche biologique, qui fait de l'être humain le point de départ, comme le souligne le concept de sécurité nutritionnelle.

33. Sachant que nous travaillons tous à éradiquer l'insécurité alimentaire, la faim et la malnutrition, et après un examen approfondi du sens et des différents emplois des termes étudiés dans le présent document, recommandation est faite au Comité:

- i) de prendre acte du long historique et de l'évolution du sens et de l'emploi des termes « sécurité alimentaire » et « sécurité nutritionnelle »;
- ii) de convenir que le terme « sécurité alimentaire et nutritionnelle » est celui qui traduit le mieux les liens conceptuels qui existent entre la sécurité alimentaire et la sécurité nutritionnelle, tout en intégrant ces deux concepts dans un même objectif de développement, afin de contribuer à orienter efficacement l'action des pouvoirs publics et l'action programmatique;
- iii) de se déclarer conscient que certains pays pourront choisir de ne pas utiliser le terme combiné dans leur langue compte tenu de leur contexte national;

- iv) d'inviter à utiliser, selon qu'il conviendra, le terme « sécurité alimentaire et nutritionnelle », associé à la définition suivante:

« La sécurité alimentaire et nutritionnelle existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture saine dont la quantité consommée et la qualité sont suffisantes pour satisfaire les besoins énergétiques et les préférences alimentaires des personnes, et dont les bienfaits sont renforcés par un environnement dans lequel l'assainissement, les services de santé et les pratiques de soins sont adéquats, le tout permettant une vie saine et active. »

ANNEXE I. TERMES CLÉS

Aliment

Pour tout un chacun, ce terme désigne ce que l'on mange. Pour les décideurs, il englobe toute substance destinée à la consommation humaine¹.

Nutriments

Les nutriments sont les substances et les éléments et composés chimiques que contiennent les aliments. Ils permettent la croissance, le bon entretien de l'organisme, lui donnent de l'énergie et lui permettent de rester en bonne santé. Ceux dont nous avons besoin en grandes quantités constituent la catégorie des *macronutriments* (glucides, lipides et protéines) et ceux nécessaires uniquement en très petites quantités, mais néanmoins essentiels, celle des *oligo-éléments* (vitamines, sels minéraux et éléments traces). Tous les aliments contiennent au moins l'un des macronutriments et la plupart, quoique pas tous, au moins quelques oligo-éléments. Les oligo-éléments essentiels doivent provenir des aliments consommés, car le corps n'est pas capable de les produire. Il existe pour tous les nutriments des apports journaliers recommandés et des niveaux de sécurité spécifiques.

Énergie alimentaire

L'énergie alimentaire est apportée par tous les macronutriments (glucides, lipides et protéines) et se mesure en calories, kilocalories ou joules. Elle est essentielle à la vie, car le corps a besoin d'énergie tant pour assurer les fonctions involontaires fondamentales que pour exécuter les activités volontaires, qu'il s'agisse de travaux nécessaires à la survie ou d'activités de loisirs. Lorsque la quantité d'énergie alimentaire consommée est insuffisante, il y a une perte de poids et, quand elle est excessive, une prise de poids.

Régime alimentaire équilibré

Un régime équilibré est un régime qui fournit l'énergie et tous les nutriments essentiels indispensables à la croissance et à une vie saine et active. Étant donné que peu d'aliments apportent l'ensemble des nutriments nécessaires à la croissance, à l'entretien et au fonctionnement normaux du corps humain, l'alimentation doit être diversifiée pour couvrir les besoins d'une personne en macronutriments et en oligo-éléments. Toute combinaison d'aliments offrant la bonne quantité d'énergie alimentaire ainsi que tous les nutriments essentiels en quantités et en proportions optimales est un régime alimentaire équilibré.

Faim

Les nutritionnistes ont estimé la quantité d'énergie alimentaire dont une personne a besoin, selon son âge, son sexe, son niveau d'activité et sa culture d'appartenance, pour mener une vie saine et active. Lorsqu'une personne n'a pas accès à la quantité d'énergie alimentaire nécessaire à son niveau normal d'activité, elle souffre de la faim. Si cette situation persiste sur une longue durée, elle mène à la sous-alimentation. Un déficit énergétique chronique peut entraîner une réduction de l'activité physique, une perte de poids, ou les deux. Dans les formes graves, il peut provoquer une émaciation et aboutir à la mort. La faim n'est pas synonyme de malnutrition ni de sous-alimentation, mais il existe des chevauchements entre ces deux notions.

¹ Selon le Codex Alimentarius, on entend par denrée alimentaire: « toute substance traitée, partiellement traitée ou brute, destinée à l'alimentation humaine; ce terme englobe les boissons, le "chewing-gum" et toutes les substances utilisées dans la fabrication, la préparation et le traitement des aliments, à l'exclusion des cosmétiques ou du tabac ou des substances employées uniquement comme médicaments » (Commission du Codex Alimentarius, Manuel de procédure, onzième édition).

Famine

La famine est définie comme une pénurie extrême d'aliments, qui provoque une faim aiguë dans un groupe de population précis et dans une zone géographique déterminée. Elle entraîne généralement l'inanition et la mort d'une partie de la population touchée.

Nutrition

La nutrition est le résultat de la consommation d'aliments et de l'assimilation des nutriments par l'organisme. Une bonne nutrition produit une condition physique et un état physiologique sains. Elle est assurée lorsque la consommation, l'absorption et l'assimilation des aliments fournissent tous les nutriments essentiels en quantité nécessaire. Une mauvaise nutrition produit un état physiologique pathologique. Elle résulte d'un accès physique, économique, social ou physiologique insuffisant aux quantités adéquates d'énergie alimentaire et de nutriments. Ses conséquences peuvent être une perturbation du développement physique et mental, une baisse de l'immunité, une prédisposition accrue aux maladies, une diminution de la capacité de travail et une réduction de la productivité. Étant donné que les parasites, le manque d'hygiène et les maladies peuvent compromettre l'aptitude d'une personne à absorber et à assimiler biologiquement les nutriments consommés, une bonne nutrition nécessite un approvisionnement en aliments sains, une eau de boisson potable, un environnement sanitaire adéquat, ainsi qu'une santé, une éducation et des soins convenables, au même titre qu'un régime alimentaire équilibré. Une nutrition optimale favorise le développement et permet à chacun de réaliser pleinement son potentiel génétique.

Malnutrition

La malnutrition est définie comme un trouble nutritionnel, quelle qu'en soit la forme, et comprend donc la sous-alimentation et la suralimentation. Elle est liée à des déséquilibres dans les apports énergétiques, dans les apports en certains macronutriments et oligo-éléments, et dans le mode d'alimentation. Traditionnellement, on s'est surtout intéressé à l'insuffisance de l'alimentation, mais la malnutrition s'applique aussi à des consommations excessives ou déséquilibrées. La malnutrition intervient lorsque l'apport en macronutriments et oligo-éléments essentiels est inférieur ou supérieur aux besoins métaboliques de l'organisme. Ces besoins métaboliques varient selon l'âge, le sexe et d'autres conditions physiologiques, mais aussi en fonction de facteurs environnementaux, notamment une mauvaise hygiène et un assainissement déficient, qui provoquent des diarrhées d'origine alimentaire et hydrique (OMS, examen mondial des politiques nutritionnelles). Lorsqu'une personne de poids normal, en surpoids ou obèse souffre de malnutrition en raison d'une carence en oligo-éléments, on parle parfois de faim cachée. La faim cachée ne présente souvent aucun signe précurseur visible, ce qui fait que les personnes touchées n'ont pas conscience de leur déficit alimentaire et des incidences négatives que celui-ci peut avoir sur leur santé. Les femmes enceintes et les mères allaitantes ont des besoins spécifiques. Il est essentiel que ces besoins alimentaires supplémentaires pendant la grossesse et l'allaitement soient satisfaits, afin de garantir un apport en nutriments adéquat, en termes de quantité et de qualité, pour la croissance du fœtus et pour la production de lait maternel. À ce stade, une sous-alimentation de la mère peut conduire à un retard de croissance intra-utérine et à de faibles concentrations de certains nutriments dans le lait. La malnutrition est particulièrement grave durant les 1 000 premiers jours de vie (de la conception à l'âge de deux ans) et chez les jeunes enfants; elle a des retentissements à long terme en grande partie irréversibles sur la capacité de croissance et d'apprentissage des enfants, compromettant leur aptitude à devenir ensuite des adultes productifs. Ce phénomène peut freiner le potentiel de développement de sociétés et de pays entiers, et créer un fardeau sanitaire et humanitaire coûteux et permanent pour le pays.

État nutritionnel

L'état nutritionnel d'une personne peut être mesuré à l'aide de différentes méthodes: anthropométrie, analyses biochimiques, bilan clinique et étude des apports alimentaires. L'anthropométrie est une technique couramment employée. Elle peut être définie comme la mensuration des caractères physiques et de la masse globale du corps humain. L'état nutritionnel seul n'est pas suffisant pour déterminer les causes qui sont à son origine.

ANNEXE II: LISTE CHRONOLOGIQUE DES TRAVAUX PRÉCURSEURS

1943

Déclaration de la Conférence de Hot Springs. Cité dans FAO (1981). FAO: its origins, formation and evolution 1945-1981. Rome. Disponible en ligne à l'adresse suivante:
<http://www.worldfooddayusa.org/?id=16367>

1945

Constitution de la FAO: Préambule. Cité dans FAO (1981). FAO: its origins, formation and evolution 1945-1981. Rome. Disponible en ligne à l'adresse suivante:
<http://www.fao.org/docrep/009/p4228e/p4228e00.htm>

1946

FAO (1946). *Première enquête mondiale sur l'alimentation.* Rome.

1948

Nations Unies (1948). *Déclaration universelle des droits de l'homme.*
<http://www.un.org/fr/documents/udhr/>

1966

Nations Unies (1966). *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.* Adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966. New York.

1975

Nations Unies (1975). *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation tenue à Rome en novembre 1974.* New York.

Joy, L. et Payne, P.R. (1975). *Food and Nutrition Planning*, Nutrition Consultants' Reports Series n° 35, ESN: CRS/75/351. FAO. Rome.

1976

Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) (1976). *Arrangements institutionnels concernant la nutrition*, Exposé du Comité administratif de coordination (CAC), New York. Version en anglais disponible en ligne à l'adresse suivante:
http://www.unscn.org/files/mandate/ECOSOC_statement_re_SCN_E5805_April_1976.pdf

Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) (1976). *Problèmes alimentaires, Arrangements institutionnels concernant la nutrition: Exposé du Comité administratif de coordination (CAC).* ECOSOC E/5805, 28 avril 1976.

1977

Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) (1977). *Arrangements institutionnels concernant la nutrition. Exposé supplémentaire du Comité administratif de coordination (CAC).* ECOSOC E/5968, 26 avril 1977.

1981

Sen, A. (1981). *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation.* Oxford: Clarendon Press, New York: Oxford University Press.

1983

FAO (1983). Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CFS 83/4): *Rapport du Directeur général sur la sécurité alimentaire mondiale: Une ré-évaluation des concepts et approches.* Rome.

1986

Banque mondiale (1986). *Poverty and Hunger*. Washington.

1990

UNICEF (1990). « Conceptual Framework of Malnutrition » dans *Strategy for Improved Nutrition of Children and Women in Developing Countries – A UNICEF Policy Review*. New York.

1992

Chambers, R. et Conway, G.R. (1992). *Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century*. Institution of Development Studies. Brighton.

FAO et OMS (1992). Conférence internationale sur la nutrition - *Déclaration mondiale sur la nutrition et Plan d'action pour la nutrition*. Rome. Décembre 1992.

FIDA/UNICEF (1992). *Household Food Security: Concepts, Indicators, and Measurements. A Technical Review*. Par S. Maxwell et T. Frankenberger.

USAID (1992). *USAID Policy Determination – Definition of Food Security*. PD-19, 13 avril 1992. Washington.

1995

Quisumbing, A.R. et al. (1995). *Women: The Key to Food Security*. IFPRI Food Policy Report. Washington. Cité dans Kennert, K., dir. pub., 2005. *Achieving Food and Nutrition Security*. InWEnt, Feldafing, GTZ, Eschborn, et DWHH, Bonn.

1996

FAO (1996). *La sixième Enquête mondiale sur l'alimentation*. Rome.

FAO (1996). *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation*. Disponible en ligne à l'adresse suivante:
<http://www.fao.org/DOCREP/003/W3613F/W3613F00.HTM>

1998

FAO (1998). CFS: 98/5. Vingt-quatrième session. *Directives relatives aux systèmes nationaux d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV): généralités et principes*. Rome.

Frankenberger T. et McCaston M. (1998). *From Food Security to Livelihood Security: the Evolution of Concepts*. CARE USA. Atlanta.

OMS (1998). Série de Rapports techniques, n° 880. Preparation and use of food-based dietary guidelines. Consultation mixte FAO/OMS, Nicosie, 1995.

1999

ECOSOC (1999). Comité des droits économiques, sociaux et culturels. *Le droit à une nourriture suffisante*. (Art.11): 12/05/1999.E/C.12/1999/5, Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observation générale 12. Genève.

FAO (1999). « Quelques termes couramment utilisés », p. 11 dans SOFI. L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI). Rome.

2000

DFID (2000). *Proceeding from the Forum on operationalizing sustainable livelihoods approaches*. Sienna, 7-11 mars 2000.

FAO (2000). *La situation de l'alimentation et de l'agriculture: enseignements des 50 dernières années*. Rome.

Gross R., et al. (2000). *The four dimensions of food and nutrition security: definitions and concepts*. Version de GTZ, avril 2000. Disponible en ligne à l'adresse suivante: FAO, InWent http://www.foodsec.org/DL/course/shortcourseFA/en/pdf/P-01_RG_Concept.pdf

2002

FAO et OMS (2002). *Commission du Codex Alimentarius, Manuel de procédure, onzième édition*.

2003

FAO (2003). *Mesure et évaluation des pénuries alimentaires et de la nutrition*. SICIAY, Colloque scientifique international. Juin 2002. Rome.

FAO (2003). « Food security: concepts and measurement », *Trade Reforms and Food Security*, chapitre 2. Rome.

OMS (2003). Série de Rapports techniques, n° 916. Régime alimentaire, nutrition et prévention des maladies chroniques. Consultation OMS/FAO d'experts, Genève, 2003.

2004

IFPRI (2004). « Africa's Food and Nutrition Security Situation: Where Are We and How Did We Get Here? » Par Todd Benson. Chapitre 2 de *Food and Nutrition Security*. IFPRI 2020 Discussion Paper 37. Washington.

PAM (2004). « Vivres pour la nutrition: intégrer la nutrition dans les programmes du PAM » (WFP/EB.A/2004/5-A/1).

2005

FAO (2005). *Guide de nutrition familiale*. Disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/008/y5740f/y5740f00.htm>.

FAO (2005). *Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*. Adoptées à la cent vingt-septième session du Conseil de la FAO, novembre 2004. Rome.

2006

FAO (2006). *Notes d'orientation, n° 2: Sécurité alimentaire*. Rome.

Shakir (2006). *Repositioning Nutrition as Central to Development*. Washington. Banque mondiale.

Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (2006). [Cadre stratégique 2006-2010](#), approuvé à la trente-troisième session, en mars 2006.

PAM (2006). Initiative visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants: cadre d'action général (WFP/EB.2/2006/4-A).

PAM (2006). Collection: La faim dans le monde – La faim et la capacité d'apprendre, PAM et Stanford University Press.

2007

FAO (2007). Le droit à l'alimentation, site Web de la FAO. Disponible en ligne à l'adresse suivante: http://www.fao.org/righttofood/index_fr.htm

FAO (2007). Guide pour légiférer sur le droit à l'alimentation. Disponible en ligne à l'adresse suivante: http://www.fao.org/righttofood/publi09/1_toolbox_guide_pour_legiferer_fr.pdf.

PAM (2007). Collection: La faim dans le monde – La faim et la santé, PAM et Earthscan.

PAM (2007). Cadre d'action général - Initiative visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants - Additif au cadre d'action général (WFP/EB.1/2007/5-A/Add.1).

2008

UNICEF (2008). *Food prices increases / Nutrition security: Action for Children*.

PAM (2008). Plan stratégique du PAM (2008–2013) (WFP/2009/EB.A/3).

2009

CSA (2009). *Réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Version finale*. CFS 35: 2009/2 Rev. 2. Octobre 2009.

FAO (2009). *Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire*, WSFS 2009/2, 16 novembre 2009.

Pinstrup-Anderson P. (2009). « Food Security: definition and measurement », pp. 5-7 dans *Food Security*, vol. 1.

UNICEF (2009). *Tracking Progress on Maternal and Child Undernutrition*. New York.

UNICEF et Union africaine (2009). *Improving nutrition security for Africa's children*. New York.

Comité permanent de la nutrition du Système des Nations Unies (2009). *Report of the Brussels High Level Nutrition Meeting*. Octobre 2009. Genève.

2010

Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (septembre 2010). *Cadre global d'action actualisé*.

Mouvement du renforcement de la nutrition (SUN) (septembre 2010). *Scaling Up Nutrition Road Map, First Edition*.

Comité permanent de la nutrition du Système des Nations Unies (2010). *The 6th Report on the World Nutrition Situation*. Genève.

2011

CSA (2011). *Rapport final*. CFS 37/2011.

EuropeAid (2011). Glossaire en page 71 de *Addressing undernutrition in external assistance*. Document conjoint élaboré par la CE et l'Allemagne, la France, l'Irlande, la Pologne et le Royaume-Uni. Septembre 2011.

FAO/Division de la nutrition et de la protection des consommateurs (AGN) (novembre 2011). *Rapport final: Évaluation du rôle de la FAO et de ses activités dans le domaine de la nutrition*. Bureau de l'évaluation de la FAO, MB663. Cent huitième session du Comité du Programme et du Mouvement des Nations Unies pour le renforcement de la nutrition (SUN).

2012

Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (2012). *Food and Nutrition Security for All through Sustainable Agriculture and Food Systems*. 14 mars 2012.

OMS (à paraître). *Global Nutrition Policy Review*. À paraître. Genève.

OMS en ligne. Thèmes de santé: Nutrition. Disponible à l'adresse suivante:

<http://www.who.int/topics/nutrition/fr/index.html>.

PAM (2012). *Politique du PAM en matière de nutrition* (WFP/EB.1/2012/5-A).